

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036 – 59820 GRAVELINES

Gravelines , le 01/04/2022

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/03/2022

### **Partie nominative**

#### **REVIVAL (ex STRAP)**

Port 2126  
Route du Pont Noir  
59140 DUNKERQUE

Affaire suivie par : LOUAGE Éric

Téléphone : 03/28/23/85/41

Courriel : eric.louage@developpement-durable.gouv.fr

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G1\REVIVAL (ex STRAP\_Dunkerque)\_Dunkerque\_070.04290\2\_Inspections\2022 03 22 aire de stockage\REVIVAL\_ex strap dunkerque\_dunkerque\_RAPPORT COMPLET\_070.04290.odt

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 22/03/2022 de l'établissement REVIVAL (ex STRAP) implanté Port 2126 Route du Pont Noir 59140 DUNKERQUE . Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

#### **Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :**

- LOUAGE Éric , Unité départementale du Littoral , G1 , inspecteur de l'environnement

#### **Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :**

Gaël AVAZZERI responsable du site ;

Laëtitia HARLE Coordonnatrice QSE .

Le courriel d'échange avec l'administration est [gael.avazzeri@derichebourg.com](mailto:gael.avazzeri@derichebourg.com) .

Rédacteur

Éric LOUAGE  
eric.louage

Signature numérique de  
Éric LOUAGE eric.louage  
Date : 2022.04.01  
13:45:03 +02'00'

L'inspecteur de l'environnement  
LOUAGE Éric

Vérificateur et Approbateur

Pour le Directeur et par délégation,  
Pour le chef de l'UD du Littoral et par subdélégation,  
L'adjoint au chef de l'UD du Littoral



Signature numérique  
de Nicolas PACAULT  
nicolas.pacault  
Date : 2022.04.01  
14:15:32 +02'00'

Nicolas PACAULT

## Rapport de l'inspection des installations classées

### Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 22/03/2022 de l'établissement REVIVAL (ex STRAP) implanté Port 2126 Route du Pont Noir 59140 DUNKERQUE , les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Pour les constats « susceptibles de suites », l'exploitant doit, **dans les délais impartis pour présenter ses observations**, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.). **Dans le cas contraire, il pourra être proposé de mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après:

- nom : Consistance des installations autorisées - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2019 article : 1.2.3
- nom : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018 article : 11
- nom : Caractéristiques des sols. - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2019 article : 5.1.3

Unité départementale du Littoral  
44 rue de Tournai  
CS 40259 – 59019 LILLE cedex  
59019 Lille

Lille , le 30/03/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **REVIVAL (ex STRAP)**

Port 2126  
Route du Pont Noir  
59140 DUNKERQUE

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G1\REVIVAL (ex STRAP\_Dunkerque)\_Dunkerque\_070.04290\2\_Inspections\2022 03 22 aire de stockage\REVIVAL\_ex strap dunkerque\_dunkerque\_RAPPORT COMPLET\_070.04290.odt

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2022 dans l'établissement REVIVAL (ex STRAP) implanté Port 2126 Route du Pont Noir 59140 DUNKERQUE . L'inspection a été annoncée le 11/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REVIVAL (ex STRAP)
- Port 2126 Route du Pont Noir 59140 DUNKERQUE
- Code AIOT dans GUN : 0007004290
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société REVIVAL exploite, route du Pont Noir à Dunkerque, un chantier de stockage et de récupération de déchets de métaux. Ces activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 02 août 2019.

REVIVAL est une filiale du groupe DERICHEBOURG qui intervient sur la partie Nord de la France.

Celle-ci exploite sur environ 3 hectares :

- un centre de dépollution VHU ;
- une presse cisaille ;

- une zone d'oxycoupage ;
- cinq zones de stockage de ferrailles en mélange en attente de valorisation ;
- une zone de stockage de tournures en attente de valorisation ;
- une zone de métaux non ferreux ;
- une zone de stockage de déchets d'équipements électriques ou électroniques.

La presse cisaille est installée au cœur de la plate-forme de valorisation. Son fonctionnement se décompose en plusieurs étapes :

- alimentation par grue d'alimentation ; compression et cisailage des ferrailles ;
- évacuation des ferrailles par convoyeur orientable.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Aires de stockages

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 02/08/2019, article 1.2.3	/	Sans objet
Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11	/	Sans objet
Caractéristiques des sols.	Arrêté Préfectoral du 02/08/2019, article 5.1.3	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Intégration dans le paysage.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 7	/	Sans objet
Clotures	Arrêté Préfectoral du 02/08/2019, article 7.1.3	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté deux non conformités aux prescriptions des articles: 1.2.3 et 5.1.3 de l'arrêté préfectoral du 02/08/2019 et une non conformité à l'article 11 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 et 3.1.

Toutefois l'exploitant par mail du 29/03/22 s'est engagé a se conformer à ces articles.

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Consistance des installations autorisées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2019, article 1.2.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Activités et stockages autorisés
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement exploité par la Société REVIVAL à DUNKERQUE est organisé de la façon suivante : Une station de dépollution des VHU ; une plate-forme de cisailage de métaux ; une plate-forme d'oxycoupage ; sept zones de stockage de déchets de métaux non dangereux (ferrailles); une installation de stockage de déchets de métaux non dangereux (métaux non ferreux) ; une installation de stockage de déchets non dangereux dédiée aux pneumatiques ; une installation de stockage de déchets non dangereux dédiée au bois ; une installation de stockage de DEEE ; une installation de stockage de batteries ; d'un bâtiment de collecte de déchets; d'un quai de collecte de déchets .
<b>Constats :</b> Il a été constaté par l'inspection, un stockage de bois à proximité du site DPC. L'hypothèse d'un stockage à cet emplacement n'a pas été étudié dans l'étude de danger remise par l'exploitant. Ce stockage n'est pas autorisé. Toutefois par mail du 29/03/2022 l'exploitant a transmis un bon de commande validé pour l'évacuation du bois. Il est demandé sous 30 jours à l'exploitant de fournir à l'inspection la justification de l'enlèvement de ce stockage de bois.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aires de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.
<b>Constats :</b> La zone d'oxycoupage de métaux n'est pas imperméabilisée. Cette zone présente un fort risque lié à l'incendie. Les eaux d'extinctions ne pourraient pas être collectées en cas d'incendie et seraient infiltrées dans le milieu naturel. Toutefois, l'exploitant a transmis par mail en date du 29/03/2022 un bon de commande validé d'une dalle béton permettant d'imperméabiliser la zone d'oxycoupage. Il est demandé à l'exploitant sous 30 jours de justifier de l'imperméabilisation de la zone d'oxycoupage.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Intégration dans le paysage.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Propreté des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'installation est maintenue propre et entretenue en permanence.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que le site est maintenu propre. L'exploitant fait intervenir, deux fois par mois, un prestataire extérieur pour l'entretien des voiries du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Caractéristiques des sols.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2019, article 5.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractéristiques des sols.
<b>Prescription contrôlée :</b> Les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.
<b>Constats :</b> Il a été constaté qu'une partie des dalles des aires de stockage susceptibles de contenir des produits polluants, certains tronçons de voirie utilisés pour canaliser les liquides épandus et les eaux météoriques susceptibles d'être polluées, sont fissurées ou endommagées. Toutefois, l'exploitant a transmis par mail en date du 29/03/2022, un bon de commande validé pour la refection des zones fissurées et endommagées. Il est demandé à l'exploitant sous 30 jours, de justifier de la remise en état des aires de stockage ainsi que des tronçons de voirie utilisés pour canaliser les liquides épandus et les eaux météoriques susceptibles d'être polluées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Clotures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2019, article 7.1.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, contrôle d'accès
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 7.1.3. contrôle des accès Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. [...]  L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres, mesurée à partir du sol côté extérieur, doit être suffisamment résistante afin d'empêcher les éléments indésirables d'accéder aux installations. La clôture nord est au droit de la cisaille constitué d'un mur legioblock d'une longueur de 20 m et d'une hauteur de 2m40, mesurée à partir du sol côté extérieur, ayant une tenue au feu REI 240.  L'exploitant s'assure du maintien de l'intégrité physique de la clôture dans le temps et réalise les opérations d'entretien des abords régulièrement.
<b>Constats :</b> Il a été constaté, par l'inspection, en deux points, la détérioration de la clôture. Cependant, l'exploitant a fait preuve de réactivité, et a transmis à l'inspection par mail en date du 29/03/2022, les photos de la clôture réparée.  Ce constat ne fera donc pas l'objet de suites.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet